

Mostefa TRARI TANI
Maître de conférences à la faculté de droit d'Oran

Droit

algérien de l'arbitrage commercial international

1^{ère} Edition

BERTI
éditions

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	13
Chapitre préliminaire : Historique de l'arbitrage commercial international en Algérie	17
Section I : La naissance d'un droit de l'arbitrage dans le cadre du code de procédure civile.....	17
§ 1 - L'environnement socio-économique	17
§2 - Les limites du texte	18
Section II : L'arbitrage dans le cadre du nouvel ordre économique international	19
§1 - L'interdiction de l'arbitrage dans le domaine des hydrocarbures	19
A - Les nationalisations de 1971 et l'arbitrage international	20
B - L'arbitrage dans les contrats d'association.....	21
§2 - La controverse liée aux contrats de développement	21
A - L'action dans l'ordre interne	22
B - L'action dans l'ordre international	23
1°- La proposition algérienne à la CNUCED de 1979	23
2°- Le règlement algéro-français de 1983	24
Section III : L'arbitrage et intégration au nouvel ordre commercial mondial	25
§1 - La reconnaissance de l'arbitrage dans le secteur public économique	25
§2 - L'arbitrage dans la nouvelle politique d'investissement en Algérie	26
A- L'action sur le plan du droit interne	26
B - Les conventions internationales	28
1°- Les conventions multilatérales	28
a) La Convention de Washington du 18 mars 1965	28
b) La Convention de Séoul du 11 octobre 1985	28
2°- Les conventions bilatérales	29
3°- Les conventions à caractère régional	29
a) L'accord inter-arabe du 10 juin 1974	30
b) L'accord de la Compagnie interarabe pour la garantie	30
c) La Convention unifiée pour l'investissement des capitaux arabes dans les pays arabes	31
4°- L'accord inter-maghrébin d'Alger du 23 juillet 1990	31
§3 - Le décret législatif du 25 avril 1993	32

Première partie

La convention d'arbitrage

Chapitre premier : Le principe d'autonomie de la convention d'arbitrage	37
Section I : Autonomie de la clause compromissoire par rapport au contrat principal ...	38
§1 - Le principe d'autonomie dans la pratique arbitrale	38
A - Le principe d'autonomie dans l'arbitrage ad hoc	38
B - Le principe d'autonomie dans l'arbitrage institutionnel	39
1°- Affaire Sonatrach c. K.C.A. Drilling Ltd	39
2°- Affaire Dalico c. la municipalité libyenne de Khoms	40
3°- L'affaire de partage de succession	41
§2 - Le principe d'autonomie dans le droit positif	42
A - Les conventions internationales	42
B - Le principe d'autonomie dans le décret législatif	42
Section II : Autonomie par rapport à toute loi étatique	43
§ 1- La méthode conflictuelle de la Convention de New York	43
§2 - La méthode du décret législatif	44
A - La règle de l'autonomie	44
B- Le droit régissant le fond	45
C- Application du droit algérien	46
§3- Les solutions dans la pratique internationale	46
A - L'affaire Dalico c. la municipalité de Khoms (Libye)	47
1°- La décision des arbitres	47
2°- La jurisprudence française Dalico	48
a- Le principe d'autonomie	48
b- Les critiques	48
B - L'affaire Bec Frères c. l'Etat tunisien	49
1°- La procédure devant les tribunaux tunisiens	49
2°- La procédure devant les arbitres	50
3°- La procédure devant les tribunaux français	50
C. - L'affaire KFTCIC c. Ikori	51
1°- La décision des arbitres	51
2°- La décision de la Cour	52
Chapitre deuxième : Formation de la convention d'arbitrage	53

Section I : Le consentement à l'arbitrage	53
§1 - La capacité	53
§2 - Précision du consentement	54
A - Clauses pathologiques	54
B - Les clauses combinées	55
§3 - La portée du consentement	57
Section II : L'arbitrabilité du litige	59
§1- L'arbitrabilité <i>ratione personae</i>	59
A - L'aptitude de compromettre des personnes morales publiques dans la pratique arbitrale	60
1 ^o - L'aptitude des collectivités publiques territoriales	60
2 ^o - L'affaire KFTCIC c. Ikorí	61
B - L'aptitude de compromettre des personnes morales publiques dans le droit positif	62
§2 - L'arbitrabilité <i>ratione materiae</i>	65
A - L'arbitrabilité <i>ratione materiae</i> au regard du droit positif	65
B - L'arbitrabilité <i>ratione materiae</i> dans la pratique internationale	67
1 ^o - L'affaire de partage de succession	68
2 ^o - l'affaire Hilmarton	68
Section III : Forme et preuve de la convention d'arbitrage	69
§1- La forme de la convention d'arbitrage dans le décret législatif	70
§2 - Articulation avec le système de New York	70
Chapitre troisième : Les effets de la convention d'arbitrage	73
Section I : L'incompétence des tribunaux étatiques	73
§1. - Le principe d'incompétence des tribunaux	73
A- Les conventions internationales	73
B- Les droits nationaux	74
§2 Le régime de l'incompétence	74
A- Impossibilité pour les tribunaux de soulever d'office leur incompétence Moment de l'appréciation par les tribunaux de leur compétence	74
B- Moment de l'appréciation par les tribunaux de leur compétence	74
Section II : La compétence des arbitres	76
§1- Renonciation au privilège et immunité de juridiction	77
A- Immunité de juridiction	77
B - Privilège de juridiction	78
§2 - L'obligation de déférer le litige aux arbitres	79

Deuxième partie

L'instance arbitrale

Chapitre premier : La constitution du tribunal arbitral	83
Section I : La désignation des arbitres	84
§1 – Autonomie des parties dans la désignation des arbitres	84
A - Le droit conventionnel	84
B - Les règlements d'arbitrage	85
C - Le droit étatique	85
§2 - Limites à l'autonomie des parties dans la désignation des arbitres	86
A - Les limites à l'autonomie des parties dans la pratique	86
1°- Les arbitrages CCI	86
2°- Les arbitrages CIRDI	88
3°- Le règlement algéro-français	89
B - Les limites à l'autonomie des parties dans le décret législatif	89
Section II : Difficultés dans la désignation des arbitres	90
§1 - L'arbitrage institutionnel	90
A - La Cour internationale d'arbitrage CCI	90
1°- Désignation d'arbitres 90	
2°- La récusation et le remplacement d'arbitre	92
B- Le centre CIRDI	93
§2 - L'arbitrage ad hoc	94
A - Le système CNUDCI	94
B - Le règlement algéro-français	96
C - Le recours aux tribunaux étatiques.....	96
a- La compétence	97
b- La nomination, la récusation et le remplacement	97
Chapitre deuxième : La compétence du tribunal arbitral	99
Section I : La compétence à l'égard des mesures provisoires et conservatoires	99
§1 - La compétence exceptionnelle des juges étatiques	100
A - La controverse dans la pratique internationale	100
1°- La pratique générale	100
a) L'arbitrage institutionnel	100
b) L'arbitrage ad hoc	101

2°- La pratique du CIRDI	101
B - La compétence du juge dans le droit étatique	102
§2 -La compétence des arbitres	103
A - Les conventions internationales	103
B- La pratique arbitrale	103
1°- L'arbitrage ad hoc	103
2°- L'arbitrage institutionnel	104
C - Les droits nationaux	105
Section II : La compétence de la compétence	105
§1- La compétence-compétence dans la pratique arbitrale	106
A - Compétence-compétence et indépendance de la clause d'arbitrage.....	106
B- Compétence-compétence en tant que règle matérielle	107
1°- L'arbitrage institutionnel	107
a) L'affaire Holiday Inns c. le gouvernement marocain	107
b) L'affaire de partage de succession.....	108
2°- L'arbitrage ad hoc	109
§2- La compétence-compétence dans les conventions internationales.....	109
§3 - La compétence-compétence dans le droit étatique	110

Troisième partie

Le droit applicable

Chapitre premier : Le droit applicable à la procédure	113
Section I : Le choix des parties	113
§1- La consécration du principe	114
A - Le recul de la théorie du for arbitral	114
B - Affirmation du principe	116
1°- Le droit conventionnel	116
2°- Le droit algérien.	116
§2 - Consistance du principe	116
A - La liberté du choix	117
B - L'objet du choix	117
1°- La référence aux règlements d'arbitrage	118
2°- Les autres choix.....	118
Section II : La décision des arbitres	119
§1 - Autonomie du droit applicable à la procédure	119

A - Droit de la procédure et droit du fond.....	120
B- La loi de procédure et droit du siège.....	120
1°-La Convention de New York	120
2°- La jurisprudence arbitrale antérieure	121
§2 - La liberté des arbitres.....	122
A - Affirmation du critère.....	122
1°- Le droit conventionnel	122
2°- La pratique arbitrale	123
a) L'arbitrage ad hoc	123
b) Les règlements d'arbitrage	123
3°- Le nouveau droit algérien	124
B - Limites au pouvoir des arbitres	125
1°- L'ordre public procédural	125
a) Les règlements d'arbitrage.....	126
b) Les droits nationaux	126
2°- La procédure dans le pays où la sentence peut faire l'objet d'un contrôle.....	127
Chapitre deuxième : Le droit applicable au fond du litige	129
Section I : Le principe du libre choix	131
§1- L'autonomie des parties.....	131
A – Affirmation du principe d'autonomie	131
1°- Le droit conventionnel	132
2°- La pratique arbitrale	132
3°- Le nouveau droit algérien	133
B - La consistance du principe	134
1°- Application du droit étatique.....	134
a) Elargissement de la référence à toutes les sources du droit.....	134
b) Exclusion de la théorie du envoi	135
c) Le blocage, le dépeçage et le montage	135
2°- Amiable composition et équité	135
a) L'hostilité à l'amiable composition dans la pratique antérieure	136
b) La consécration dans le droit positif	138
§2 – L'autonomie de l'arbitre	139
A- Fondement juridique de cette liberté	139
B - Méthode de détermination du droit applicable par les arbitres.....	140
1°- Autonomie de la méthode par rapport au droit du siège.....	140

a) L'éviction des règles substantielles	141
b) L'éviction des règles de conflit	141
2°- Libre choix de la méthode	142
a) Le recours à une règle de conflit	142
b) La détermination directe	144
c) Limites à la liberté du choix	144
§1- La lex mercatoria	145
A - L'hostilité de principe.....	145
B - La soumission de fait à la lex mercatoria dans la pratique arbitrale	146
1°- Dans l'arbitrage ad hoc.....	146
2°- Dans l'arbitrage institutionnel.....	147
C - Le nouveau droit algérien	149
§2 - L'exception d'ordre public.....	149
A - Les lois de police	149
1°- Lois de police et formation du contrat affaire Hilmarton)	150
2°- Lois de police et force majeure	151
a) Affaire S. c. P.	151
b) Les affaires concernant des entreprises publiques libyennes.....	152
B- L'ordre public international.....	153

Quatrième partie

Exécution forcée et contrôle sur la sentence arbitrale

Chapitre premier : Les systèmes de reconnaissance et d'exequatur des sentences...	159
Section I : Le système d'exécution dans les conventions internationales	159
§1 - La Convention de Washington de 1965	159
A. - La procédure de reconnaissance et d'exécution	160
B. - Le contrôle sur le fond de la sentence	160
§2 - Le règlement algéro-français de 1983.....	161
Section II : Le système de reconnaissance et d'exécution des sentences dans le décret législatif	162
§1 - La procédure.....	162
§2 - Le contrôle sur la sentence.....	163
A- Le contrôle sur l'existence matérielle.....	163
B- Le contrôle sur le fond	163

Chapitre deuxième Les voies de recours contre la sentence	165
Section I : Les voies de recours exclues	165
§1- Exclusion de la tierce opposition	165
§2- Exclusion de l'appel-réformation	165
§3 - Exclusion de la rétractation	166
 Section II : Les voies de recours retenues	167
§1- Le recours en annulation	167
A) Le recours en annulation des sentences en Algérie	168
B- Affaire Ford, Bacon & Davis (US) c. Sonatrach	169
§2 - L'appel	171
A - L'appel contre l'ordonnance refusant l'exequatur	171
B - L'appel contre l'ordonnance qui accorde la reconnaissance et l'exequatur	171
 BIBLIOGRAPHIE	175